

23 MARS 2010

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES
POPULATIONS

Annecy, le 12 mars 2010

Service Protection de l'Environnement
Industriel et Agricole

Réf : PEIA/FC

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Arrêté DDPP n° 2010-56

d'autorisation à la S.A.S. CARRIERES ROUDIL de poursuivre jusqu'au 29 octobre 2012 l'exploitation de sa carrière située au lieu-dit La tine sur le territoire de la commune de CHAVANOD.

VU le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V des parties législatives et réglementaires,

VU le code minier,

VU la loi modifiée n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières,

VU la loi modifiée n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

VU le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE en qualité de Préfet de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté interministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

VU l'arrêté préfectoral n° 99-2722 du 28 octobre 1999 portant autorisation à la S.A.S. CARRIERES ROUDIL d'exploiter pour une durée de 10 ans une carrière de sables et graviers située au lieu-dit La Tine sur le territoire de la commune de CHAVANOD,

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-3023 du 22 décembre 2006 portant autorisation à la S.A.S. CARRIERES ROUDIL d'extractions en limite du périmètre autorisé sur une partie de sa carrière de sables et graviers située au lieu-dit La Tine sur le territoire de la commune de CHAVANOD,

VU la demande en date du 7 octobre 2009 par laquelle M. Thierry CECCON agissant en qualité de Président-directeur Général de la S.A.S. CARRIERES ROUDIL sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation de la carrière susvisée située au lieu-dit La Tine sur le territoire de la commune de CHAVANOD,

VU les plans, renseignements, engagements et photos joints à la demande susvisée,

VU le rapport du 17 novembre 2009 de M. l'inspecteur des installations classées de l'unité territoriale des deux Savoie de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (D.R.E.A.L.) de Rhône-Alpes,

VU l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) réunie dans sa formation carrière le 10 décembre 2009,

CONSIDERANT que la demande de la S.A.S. CARRIERES ROUDIL n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs par rapport à l'autorisation initiale,

CONSIDERANT par conséquent que la demande susvisée ne saurait être qualifiée de substantielle au regard des dispositions de l'article R. 512-33 et qu'elle ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1,

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies et notamment les dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement qui prévoit que l'autorisation d'exploitation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients des installations peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : La S.A.S. CARRIERES ROUDIL dont le siège social est établi route de la Foire à CHAVANOD est autorisée à poursuivre les travaux d'exploitation de sa carrière située au lieu-dit La Tine sur le territoire de la commune de CHAVANOD.

Article 2 : L'autorisation est accordée jusqu'au 29 octobre 2012 sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à la propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La durée d'autorisation s'entend à compter de la notification de la présente décision.

Article 3 : La poursuite de l'exploitation se fera conformément aux prescriptions portées aux arrêtés préfectoraux n° 99-2722 du 28 octobre 1999 et n° 2006-3023 du 22 décembre 2006 à l'exception des nouvelles dispositions portées au présent arrêté.

Article 4 : L'exploitant devra fournir avant de débiter les travaux autorisés au titre du présent arrêté le document attestant de la constitution des garanties financières pour un montant de 186 797 euros TTC pour la période courant jusqu'à l'échéance de la présente autorisation.

L'exploitant procédera simultanément à la déclaration de début d'exploitation.

Article 5 : Le présent arrêté est notifié à la S.A.S. CARRIERES ROUDIL.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le demandeur ou exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte a été notifié ;

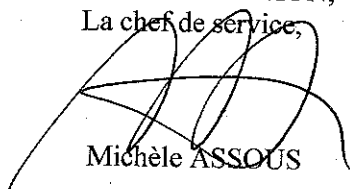
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs regroupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation.

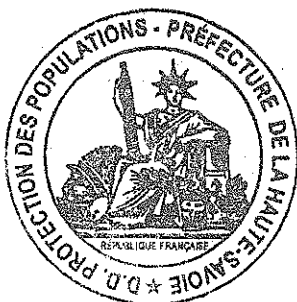
Article 6 : Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de CHAVANOD pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place ou à la Direction départementale de la protection des populations (D.D.P.P.) de Haute-Savoie le texte des prescriptions. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire.

Un avis sera inséré par les soins des services de la Direction départementale de la protection des populations (D.D.P.P.) et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 7 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Savoie, Mme la Directrice départementale de la protection des populations, M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et M. le Maire de CHAVANOD sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à M. le Président-directeur Général de la S.A.S. CARRIERES ROUDIL.

POUR AMPLIATION,
La chef de service,


Michèle ASSOUS



Pour le Préfet,
Le Secrétaire général,

Signé

Jean-François RAFFY

POUR	CGS	AG	G1	G2	G3	G4	R1	R2	C1	C2	D1	I1	I2	T1	T11	T12	73	74
Attrib																		
Inf																		
CGS																		
Vice																		

RECUE 18 MARS 2010

